



Etat-major Législation, 16 octobre 2014

Consultation de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil na- tional (CER-N) concernant le contre-projet di- rect à l'initiative populaire «Pour le couple et la famille – Non à la pénalisation du mariage» (13.085)

Rapport sur les résultats

Condensé

L'initiative populaire «Pour le couple et la famille – Non à la pénalisation du mariage» (13.085), déposée le 5 novembre 2012 par le PDC, demande que le mariage ne soit pas pénalisé par rapport à d'autres modes de vie, notamment en matière d'impôts et d'assurances sociales. Le mariage doit être inscrit dans la Constitution fédérale à titre d'union durable entre un homme et une femme et réglementé par la loi. Fiscalement, les conjoints doivent constituer une communauté économique.

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N) a décidé d'opposer un contre-projet direct à l'initiative populaire du PDC. L'acceptation de l'initiative populaire aurait pour conséquence que le passage futur à une imposition individuelle ne serait plus possible dans le droit fiscal et que la conclusion du mariage entre un couple de même sexe serait exclue. Le contre-projet direct vise à corriger cette situation et, par la même occasion, à éliminer l'inégalité de traitement au niveau fiscal entre les couples mariés et les couples non mariés.

Les trois propositions avancées par la CER-N contenues dans la consultation découlent des mêmes réflexions de base:

- Il faut abandonner le projet d'inscrire une définition du mariage dans la Constitution fédérale.
- Il faut renoncer à inscrire le mariage dans la Constitution fédérale à titre de communauté économique de droit fiscal. Comme c'est le cas aujourd'hui, la mise en œuvre laisserait au législateur le choix entre tous les modèles qui prévoient une imposition séparée ou commune.

La **proposition de la majorité** tient compte de l'interdiction de la discrimination fixée à l'art. 8, al. 2, Cst. et vise à préciser également à l'art. 14, al. 2, Cst. que le mariage ne peut pas être discriminé par rapport aux autres modes de vie.

La **proposition de la minorité 1** tient également compte de l'interdiction générale de la discrimination. Outre le mariage, cette proposition mentionne également de manière explicite les autres unions durables réglementées par la loi. Il s'agit ainsi de garantir que l'interdiction de la discrimination s'appliquera également au partenariat enregistré pour les couples de même sexe.

La **proposition de la minorité 2** tient également compte de l'interdiction de la discrimination. Le mariage n'est cependant pas mentionné de manière spécifique, mais il est précisé d'une manière générale qu'aucune union durable ne peut être discriminée par rapport à une autre.

La CER-N a soumis pour consultation le contre-projet direct à un groupe de destinataires choisis (cantons, Conférence des gouvernements cantonaux, partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale, Organisation suisse des gais Pink Cross, Organisation suisse des lesbiennes LOS). Jusqu'au 26 septembre 2014, 39 avis ont été envoyés:

- 25 avis de la part des cantons ainsi que l'avis de la Conférence des directrices et des directeurs cantonaux des finances (CDF),
- 6 avis de la part des partis,
- 7 avis de la part des organisations.

Tous les participants à la consultation sont unanimes sur le fait qu'il faut supprimer une fois pour toutes le désavantage fiscal des couples mariés par rapport aux concubins. Aussi bien les cantons que les partis ne sont toutefois pas unanimes quant à déterminer si l'initiative populaire ou les propositions de contre-projet direct contenues dans la consultation consti-

tuent la bonne voie à suivre afin de supprimer la pénalisation du mariage. Seules les organisations sont favorables de manière unanime et explicite à l'idée qu'il faille opposer un contre-projet direct à l'initiative populaire.

Sept cantons et la CDF approuvent l'inscription du mariage dans la Constitution fédérale à titre d'union durable entre un homme et une femme. Cinq cantons parmi ceux qui approuvent cette inscription affirment que la formulation de l'initiative populaire ne donne qu'une définition usuelle du mariage. Ces cantons pourraient éventuellement approuver un complément du texte qui prévoit d'assimiler, par la voie de la législation, d'autres modes de vie au mariage. Trois partis également (PBD, PEV, UDC) approuvent la définition du mariage contenue dans l'initiative populaire du PDC.

Seize cantons refusent de définir le mariage dans la Constitution fédérale comme l'union durable et réglementée par la loi entre un homme et une femme. Une telle limitation de la notion du mariage s'opposerait à une éventuelle évolution sociale de l'institution du mariage entre personnes de même sexe. Trois partis également (PLR, PSS, les Verts) s'opposent à la reprise d'une telle définition dans la Constitution fédérale. De plus, toutes les organisations rejettent la définition du mariage qui a été proposée. L'ouverture du mariage aux personnes de même sexe ne serait ainsi envisageable ni aujourd'hui ni à l'avenir, ce qui s'opposerait nettement au changement sociétal qui s'opère en Europe et également à l'échelle mondiale. Une définition du mariage comme un lien entre un homme et une femme viole en plus l'interdiction de la discrimination de l'art. 8, al. 2, de la Constitution car elle exclurait définitivement du mariage les couples de même sexe.

Treize cantons ainsi que la CDF approuvent l'inscription explicite de l'imposition commune de couples mariés dans la Constitution. Cette option leur apparaît judicieuse étant donné qu'ils rejettent l'imposition individuelle, qui demanderait une nouvelle législation complexe afin de respecter les principes constitutionnels en vigueur, ce qui serait en contradiction avec la proposition générale relative à une procédure de taxation simple et rapide. En revanche, l'imposition commune a fait ses preuves. Étant donné que jusqu'à présent, le Parlement n'a jamais réussi à trouver un consensus sur le choix d'une variante, ce sera au peuple et aux cantons de trancher ce nœud gordien en choisissant une variante. Trois partis (PBD, PEV, UDC) approuvent également la communauté économique des couples mariés au niveau fiscal telle qu'elle est prévue dans l'initiative populaire du PDC.

En revanche, douze cantons sont d'avis que, dans la Constitution, il faudrait pouvoir disposer d'une marge de manœuvre aussi large que possible concernant l'aménagement d'une réglementation correspondant au principe de l'imposition selon la capacité contributive. En renonçant à définir le mariage comme une communauté économique du point de vue fiscal, toutes les options en vue d'une nouvelle réglementation de l'imposition du couple seraient maintenues, y compris le passage à une imposition individuelle. Pour trois partis (PLR, les Verts, PSS), à long terme, l'imposition individuelle est la seule solution qui abolit la pénalisation du mariage, qui tient compte de la réalité sociétale et qui favorise l'accès au marché du travail pour le conjoint qui réalise le revenu secondaire. C'est pourquoi ils rejettent l'inscription de l'imposition commune dans la Constitution fédérale. Toutes les organisations s'opposent également à ce qu'un changement de système vers l'imposition individuelle soit compromis.

En conclusion, il faut retenir que quatorze cantons approuvent un contre-projet direct. Huit d'entre eux soutiennent la proposition de la majorité et six d'entre eux la proposition de la minorité 1. Les cantons qui se sont exprimés en faveur de la proposition de la majorité la soutiennent en particulier car elle reprend matériellement la demande de l'initiative populaire qui prévoit d'éliminer l'inégalité de traitement entre les couples mariés et les couples non mariés, mais qui n'exclut pas une imposition individuelle des couples mariés. La proposition de la minorité 1 est approuvée essentiellement car elle mentionne explicitement d'autres modes de vie réglés par la loi. Le PLR et le PSS sont favorables à la proposition de la majorité, les Verts à la proposition de la minorité 2. Toutes les organisations soutiennent la pro-

position de la minorité 1. Pour ces dernières, il est important de garantir avec un texte clair et sans équivoque que l'interdiction de discrimination s'applique également aux partenariats enregistrés.

Onze cantons et la CDF s'opposent à un contre-projet direct. Ils rejettent les variantes proposées pour ce contre-projet notamment car, en retenant ces propositions, contrairement à l'initiative, il ne serait possible d'inscrire dans la Constitution ni une définition du mariage ni l'imposition commune des couples mariés. Ce faisant, le nouvel art. 14, al. 2, de la Constitution fédérale ne se réduirait qu'à une formulation vide. Le PBD, le PEV et l'UDC soutiennent l'initiative populaire du PDC et rejettent aussi expressément les contre-propositions soumises.

1. Ausgangslage

Die Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrates (WAK-N) hat an ihrer Sitzung vom 19. Mai 2014 beschlossen, der Volksinitiative «Für Ehe und Familie – gegen die Heiratsstrafe» (13.085) einen direkten Gegenentwurf gegenüberzustellen.

Gemäss Volksinitiative sollen Ehepaare gegenüber Konkubinatspaaren in gleichen wirtschaftlichen Verhältnissen namentlich bei den Steuern nicht mehr benachteiligt werden. Sie sollen aber weiterhin als Wirtschaftsgemeinschaft betrachtet werden. Im Sozialversicherungsrecht soll eine Lösung ausgearbeitet werden, die zum Ziel hat, dass Rentnerehepaare nicht länger schlechter als Rentnerkonkubinatspaare gestellt sind. Ausserdem soll die Definition der Ehe als eine auf Dauer angelegte und gesetzlich geregelte Lebensgemeinschaft zwischen Mann und Frau in der Verfassung Eingang finden.

Mit dieser Umschreibung der Ehe würde erstmals eine Definition der Ehe explizit in der Verfassung verankert werden. Die Ehe würde damit als Verbindung im traditionellen Sinn festgelegt. Die vorgeschlagene Verfassungsbestimmung hätte zudem bei den Steuern zur Folge, dass für Ehepaare eine gemeinsame Besteuerung vorzusehen wäre.

Der Bundesrat hat in seiner Botschaft vom 23. Oktober 2013¹ den eidgenössischen Räten beantragt, die Volksinitiative «Für Ehe und Familie – gegen die Heiratsstrafe» Volk und Ständen zur Annahme zu empfehlen. Angesichts des heute fehlenden Konsenses über das künftige Besteuerungsmodell erhofft sich der Bundesrat, dass mit der Verankerung des Grundsatzes der gemeinsamen Besteuerung der Ehepaare in der Verfassung die Chancen wesentlich erhöht werden, einen politischen Kompromiss finden zu können, wie die heute immer noch bestehende Überbesteuerung von gewissen Ehepaaren bei der direkten Bundessteuer beseitigt werden kann.

Die Diskussionen in der WAK-N zeigten auf, dass die Mehrheit der Kommission das Nichtdiskriminierungsanliegen der Initianten teilt und die verbleibende Ungleichbehandlung von verheirateten und unverheirateten Paaren bei den Steuern beseitigen möchte. Eine Annahme der Volksinitiative «Für Ehe und Familie – gegen die Heiratsstrafe» hätte allerdings zur Folge, dass im Steuerrecht der Wechsel zur Individualbesteuerung verhindert würde und die Möglichkeit der Eheschliessung für gleichgeschlechtliche Paare ausgeschlossen wäre. Mit dem direkten Gegenentwurf soll dies korrigiert und gleichzeitig die Ungleichbehandlung von verheirateten und unverheirateten Paaren bei den Steuern beseitigt werden.

Die WAK-N hat den direkten Gegenentwurf einem ausgewählten Adressatenkreis (Kantone, Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren (FDK), in der Bundesversammlung vertretene politische Parteien, Schweizerische Schwulenorganisation Pink Cross, Lesbenorganisation (LOS) zur Konsultation unterbreitet.

Um die Meinung der Konsultationsteilnehmenden zu den unterbreiteten Vorschlägen gezielt ermitteln zu können, wurde den Konsultationsunterlagen ein Fragebogen beigelegt, auf dem die vorliegende Auswertung basiert. Die im Fragebogen gestellten Fragen figurieren nachfolgend als Titelüberschriften. Die Konsultation dauerte vom 4. Juli 2014 bis zum 26. September 2014. Insgesamt gingen 39 Stellungnahmen ein:

- 25 Kantone und die FDK
- 6 Parteien
- 7 Organisationen

¹

BBI 2013 8513

2. Eingegangene Stellungnahmen

2.1 Kantone

Alle Kantone (mit Ausnahme des Kantons Genf) sowie die FDK.

2.2 Parteien

Bürgerlich-Demokratische Partei Schweiz (BDP), Evangelische Volkspartei der Schweiz (EVP), Freisinnig-Demokratische Partei (FDP), Grüne Partei der Schweiz (GPS), Sozialdemokratische Partei der Schweiz (SPS), Schweizerische Volkspartei (SVP).

2.3 Verbände/Organisationen

Schweizerische Schwulenorganisation (Pink Cross), Lesbenorganisation Schweiz (LOS)

Nicht angeschriebene Organisationen: Dachverband Regenbogenfamilien, Freundinnen, Freunde und Eltern von Lesben und Schwulen (Fels), Transgender Network Switzerland (TGNS), Netzwerk für engagierte lesbische Berufsfrauen (WyberNet), Schweizerische Vereinigung von schwulen Führungskräften (NETWORK).

3. Die Konsultationsvorlage

Wie bei der Volksinitiative soll mit dem direkten Gegenentwurf erreicht werden, dass Ehepaare gegenüber Konkubinatspaaren insbesondere im Bereich der Steuern und den Sozialversicherungen nicht länger diskriminiert werden. Der Antrag der Mehrheit sowie die beiden Minderheitsanträge für einen direkten Gegenentwurf sehen jedoch gegenüber der Volksinitiative zwei wesentliche Änderungen vor. Alle drei in der Konsultationsvorlage unterbreiteten Anträge enthalten dabei die gleichen Grundsatzüberlegungen:

- Auf die Verankerung einer Definition der Ehe in der Bundesverfassung soll verzichtet werden. Der Gesetzgeber hätte damit weiterhin die Möglichkeit, das Institut der Ehe durch eine einfache Gesetzesänderung für gleichgeschlechtliche Paare zu öffnen.
- Auf die Verankerung der Ehe als steuerrechtliche Wirtschaftsgemeinschaft in der Bundesverfassung soll ebenfalls verzichtet werden. Bei der Umsetzung würden dem Gesetzgeber somit - wie heute - sämtliche Modelle der getrennten oder der gemeinsamen Besteuerung offenstehen.

Artikel 14 Absatz 2 der Bundesverfassung soll daher wie folgt lauten:

- **Antrag der Kommissionsmehrheit :**

Art. 14 Abs. 2

² Die Ehe darf gegenüber anderen Lebensformen nicht benachteiligt werden, namentlich nicht in den Bereichen Steuern und Sozialversicherungen.

- **Antrag der Kommissionsminderheit 1** (Bertschy, Birrer-Heimo, Leutenegger Oberholzer, Maier, Schelbert)

Art. 14 Abs. 2

² Die Ehe und andere gesetzlich geregelte Lebensgemeinschaften dürfen gegenüber anderen Lebensformen nicht benachteiligt werden, namentlich nicht in den Bereichen Steuern und Sozialversicherungen.

- **Antrag der Kommissionsminderheit 2 (Schelbert)**

Art. 14 Abs. 2

² Keine Lebensgemeinschaft darf gegenüber einer andern benachteiligt werden, namentlich nicht in den Bereichen Steuern und Sozialversicherungen.

Der Antrag der Mehrheit nimmt das Diskriminierungsverbot von Artikel 8 Absatz 2 der Bundesverfassung auf, indem nun auch in Artikel 14 Absatz 2 der Bundesverfassung festgehalten wird, dass die Ehe gegenüber anderen Lebensformen nicht diskriminiert werden darf.

Der Antrag der Minderheit 1 nimmt ebenfalls das in Artikel 8 Absatz 2 der Bundesverfassung verankerte allgemeine Diskriminierungsverbot auf. Neben der Ehe werden bei diesem Antrag aber auch explizit die anderen gesetzlich geregelten Lebensgemeinschaften erwähnt. Mit ihrer Formulierung für einen direkten Gegenentwurf will die Minderheit 1 sicherstellen, dass das Diskriminierungsverbot auch auf die eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare Anwendung findet.

Der Antrag der Minderheit 2 nimmt ebenfalls das Diskriminierungsverbot von Artikel 8 Absatz 2 der Bundesverfassung auf. Die Ehe wird jedoch nicht speziell erwähnt, sondern es wird in allgemeiner Form festgehalten, dass keine Lebensgemeinschaft gegenüber einer anderen benachteiligt werden darf.

4. Ergebnisse der Konsultation

4.1 Soll die Definition der Ehe als Lebensgemeinschaft zwischen Mann und Frau explizit in der Verfassung Eingang finden?

Résumé

Sept cantons et la CDF approuvent l'inscription du mariage dans la Constitution fédérale à titre d'union durable entre un homme et une femme. Cinq cantons parmi ceux qui approuvent cette inscription affirment que la formulation de l'initiative populaire ne donne qu'une définition usuelle du mariage. Ces cantons pourraient éventuellement approuver un complément du texte qui prévoit d'assimiler, par la voie de la législation, d'autres modes de vie au mariage. Trois partis également (PBD, PEV, UDC) approuvent la définition du mariage contenue dans l'initiative populaire du PDC.

Seize cantons refusent de définir le mariage dans la Constitution fédérale comme l'union durable et réglementée par la loi entre un homme et une femme. Une telle limitation de la notion du mariage s'opposerait à une éventuelle évolution sociale de l'institution du mariage entre personnes de même sexe. Trois partis également (PLR, PSS, les Verts) s'opposent à la reprise d'une telle définition dans la Constitution fédérale. De plus, toutes les organisations rejettent la définition du mariage qui a été proposée. L'ouverture du mariage aux personnes de même sexe ne serait ainsi envisageable ni aujourd'hui ni à l'avenir, ce qui s'opposerait nettement au changement sociétal qui s'opère en Europe et également à l'échelle mondiale. Une définition du mariage comme un lien entre un homme et une femme viole en plus l'interdiction de la discrimination de l'art. 8, al. 2, de la Constitution car elle exclurait définitivement du mariage les couples de même sexe.

Zustimmung

Kantone

Die Kantone BL und VS stimmen der Verankerung der Ehe als Lebensgemeinschaft zwischen Mann und Frau in der Bundesverfassung vorbehaltlos zu. Auch die FDK ist mit dem Wortlaut der Volksinitiative einverstanden.

Mehrere Kantone (AG, AI, SG, SH, UR) weisen darauf hin, dass es sich bei der Formulierung der Volksinitiative um eine gängige Definition der Ehe handle. Um aber mögliche Diskriminierungen anderer Lebensgemeinschaften auszuschliessen, würden sie es allenfalls befürworten, im Rahmen eines direkten Gegenvorschlags Artikel 14 BV in dem Sinne zu ergänzen, dass andere Lebensgemeinschaften auf dem Wege der Gesetzgebung der Ehe gleichgestellt werden können. Dies hat die FDK anlässlich der Anhörung vor der WAK-N am 24. Februar 2014 ursprünglich vorgeschlagen.

Parteien

Die BDP, die EVP und die SVP befürworten die Verankerung der Definition der Ehe als Verbindung von Mann und Frau in der Bundesverfassung.

Die BDP weist darauf hin, dass es bei einer Annahme der Initiative zwar allein mit dem Mittel der Gesetzesänderung ausgeschlossen wäre, das Institut der Ehe gleichgeschlechtlichen Partnerschaften zugänglich zu machen, dem Parlament komme jedoch weiterhin die Möglichkeit zu, registrierte Partnerschaften auch in anderen Rechtsgebieten wie zum Beispiel im Erbrecht der Ehe gleich zu stellen. Aus Sicht der BDP relativiert dieser Umstand die vorgeschlagene Definition. Zudem würde sich an der heute geltenden steuer- und sozialversicherungsrechtlichen Gleichbehandlung von Ehe und eingetragener Partnerschaft nichts ändern.

Den anderen Lebensgemeinschaften sollte im Gesetz nicht der gleiche Stellenwert zukommen wie der Ehe. Die EVP bevorzugt daher den Wortlaut der Volksinitiative.

Die SVP will die traditionelle Ehe stärken und schützen. Ein direkter Gegenentwurf gemäss den vorliegenden Anträgen der Kommission der WAK-N würde die Definition der Ehe in der Bundesverfassung offen lassen. Dies würde aber bedeuten, dass die traditionelle Familie keinen besonderen Stellenwert erhalte.

Ablehnung

Kantone

Die Mehrheit der Kantone (AR, BE, BS, FR, GL, JU, LU, NE, NW, OW, SO, SZ, TI, VD, ZG, ZH) lehnen es ab, die Ehe in der Verfassung als auf Dauer angelegte und gesetzlich geregelte Lebensgemeinschaft von Mann und Frau zu definieren.

Für AR besteht keine Notwendigkeit für eine solche explizite Definition in der Bundesverfassung und NE weist darauf hin, dass die vorgeschlagene Definition der Ehe für die Steuern und die Sozialversicherungen nicht relevant sei.

Für einige Kantone (BE, GL, LU, NE, TI, ZG, ZH) würde die Verankerung einer solchen Ehe-Definition einen gesellschaftspolitischen Rückschritt darstellen. Eine Einschränkung des Ehebegriffs in der Bundesverfassung auf eine Lebensgemeinschaft zwischen Mann und Frau würde einer möglichen gesellschaftspolitischen Entwicklung hin zum Institut einer gleichgeschlechtlichen Ehe entgegenstehen. Mit dem Verzicht auf eine Definition stehe dem Gesetzgeber aber weiterhin die Möglichkeit offen, das Institut der Ehe durch eine einfache Gesetzesänderung auch für gleichgeschlechtliche Paare zu öffnen.

Gemäss SO und ZG ist es nicht das Ziel der Initiative, das Institut der Ehe gleichgeschlechtlichen Paaren vorzuenthalten, sondern die Benachteiligung der Ehe gegenüber andern Lebensformen, namentlich bei den Steuern und den Sozialversicherungen, konsequent zu beseitigen. Dies erfordere jedoch keine Definition der Ehe gemäss Initiativtext, so dass darauf verzichtet werden könne. ZH befürchtet zudem, dass die vorgeschlagene Definition der Ehe eine Kontroverse über die rechtliche Stellung gleichgeschlechtlicher Paare auslösen würde. Das eigentliche Anliegen der Volksinitiative, die Beseitigung der Heiratsstrafe, würde dadurch an Stellenwert verlieren.

Auch für SZ geht die Frage weit über das Thema Steuerrecht hinaus. Im Bereich der Gestaltung der persönlichen Partnerschaftsverhältnisse bestehe derzeit ein erheblicher sozioökonomischer und kultureller Wandel, weshalb eine gewisse gesetzgeberische Flexibilität in diesem Bereich gewahrt werden sollte. Auch für JU verdient der Begriff der Lebensgemeinschaft eine Diskussion für sich, die nicht in Abhängigkeit von einer Fiskaldebatte geführt werden dürfe.

Parteien

Die FDP, die SPS und die GPS sind gegen die Aufnahme einer solchen Definition in die Bundesverfassung.

Aus der Sicht der FDP ist dies nicht nötig. Die Definition habe zudem keinen Zusammenhang mit der Abschaffung der Heiratsstrafe. Es sollte der Gesellschaft offenstehen, zeitgemäss zu definieren, was eine Ehe ist. Eine Definition der Ehe in der Verfassung würde einer neuen Benachteiligung von anderen Formen des Zusammenlebens Vorschub leisten.

Für die GPS führt eine solche Definition zu einer Diskriminierung hinsichtlich der sexuellen Orientierung. Die Öffnung der Ehe für gleichgeschlechtliche Paare würde schwieriger werden, da eine Verfassungsänderung nötig wäre. Gleichgeschlechtlichen Paaren sollten ohnehin ein Ehe- und ein Adoptionsrecht zukommen. Da die Volksinitiative finanz- und sozialpolitische Fragen vermische, sei diese in Bezug auf die Einheit der Materie problematisch.

Aus der Sicht der SPS ist eine Definition der Ehe in der Verfassung zur Beseitigung der steuerlichen Mehrbelastung von Eheleuten bei der direkten Bundessteuer nicht notwendig. Der Begriff der Ehe sollte laufend der geänderten gesellschaftlichen Realität und den veränderten Wertevorstellungen angepasst werden können. Über eine zeitgerechte, dynamische Verfassungsinterpretation sollte es daher möglich sein, das Institut der Ehe durch eine einfache Gesetzesänderung für gleichgeschlechtliche Paare zu öffnen.

Organisationen

Sämtliche Organisationen (Regenbogenfamilien, Pink Cross, LOS, Fels, TGNS, WyberNet, NETWORK), die an der Konsultation teilgenommen haben, lehnen die vorgeschlagene Definition der Ehe ab.

Eine Definition der Ehe sei für das mit der Initiative angestrebte steuerpolitische Anliegen klar nicht erforderlich. Die Initiative vermische damit ein gesellschaftspolitisches Thema (Ehe als Verbindung von Mann und Frau) mit einem finanzpolitischen Anliegen (Abschaffung der Heiratsstrafe). Die freie und unverfälschte Willenskundgabe der Stimmberechtigten wäre bei der vorliegenden Initiative, bei der verschiedene Materien vermischt werden, nicht gewährleistet. Sie verletze daher den Grundsatz der Einheit der Materie. Zudem würden mit der vorgeschlagenen Definition dem Bundesgesetzgeber in Zukunft gute Argumente in die Hand gegeben, um eingetragene Paare auch auf Gesetzesebene, beispielsweise im Erb- oder Sozialversicherungsrecht, zu diskriminieren. Die Öffnung der Ehe für gleichgeschlechtliche Paare würde heute und in Zukunft verunmöglicht, was klar dem gesellschaftspolitischen

Wandel in Europa aber auch weltweit entgegenstehe. Eine Definition der Ehe als Verbindung zwischen Mann und Frau verletze zudem das Diskriminierungsverbot von Artikel 8 Absatz 2 der Bundesverfassung, da gleichgeschlechtliche Paare definitiv von der Ehe ausgeschlossen würden. Der Staat sei gehalten, sich neutral zu verhalten und verschiedene Lebensformen zuzulassen. Der Staat dürfe sich nicht in das Privat- und Familienleben des Einzelnen einmischen, solange keine Rechte von anderen tangiert werden.

TGNS weist zusätzlich darauf hin, dass bei der vorgeschlagenen Definition die Ehen von Transmenschen, welche nach einer Personenstandsänderung in einer juristisch gleichgeschlechtlichen Ehe leben, geschieden werden müssten. Dies wäre eine massive Diskriminierung von Transmenschen.

4.2 Soll in der Verfassung verankert werden, dass Ehepaare in steuerlicher Hinsicht weiterhin eine Wirtschaftsgemeinschaft bilden?

Résumé

Treize cantons ainsi que la CDF approuvent l'inscription explicite de l'imposition commune de couples mariés dans la Constitution. Cette option leur apparaît judicieuse étant donné qu'ils rejettent l'imposition individuelle, qui demanderait une nouvelle législation complexe afin de respecter les principes constitutionnels en vigueur, ce qui serait en contradiction avec la proposition générale relative à une procédure de taxation simple et rapide. En revanche, l'imposition commune a fait ses preuves. Étant donné que jusqu'à présent, le Parlement n'a jamais réussi à trouver un consensus sur le choix d'une variante, ce sera au peuple et aux cantons de trancher ce nœud gordien en choisissant une variante. Trois partis (PBD, PEV, UDC) approuvent également la communauté économique des couples mariés au niveau fiscal telle qu'elle est prévue dans l'initiative populaire du PDC.

En revanche, douze cantons sont d'avis que, dans la Constitution, il faudrait pouvoir disposer d'une marge de manœuvre aussi large que possible concernant l'aménagement d'une réglementation correspondant au principe de l'imposition selon la capacité contributive. En renonçant à définir le mariage comme une communauté économique du point de vue fiscal, toutes les options en vue d'une nouvelle réglementation de l'imposition du couple seraient maintenues, y compris le passage à une imposition individuelle. Pour trois partis (PLR, les Verts, PSS), à long terme, l'imposition individuelle est la seule solution qui abolit la pénalisation du mariage, qui tient compte de la réalité sociétale et qui favorise l'accès au marché du travail pour le conjoint qui réalise le revenu secondaire. C'est pourquoi ils rejettent l'inscription de l'imposition commune dans la Constitution fédérale. Toutes les organisations s'opposent également à ce qu'un changement de système vers l'imposition individuelle soit compromis.

Zustimmung

Kantone

13 Kantone (AG, AI, BL, OW, SH, SO, SG, SZ, TG, UR, VD, VS, ZG) sowie die FDK begrüßen die explizite Verankerung der Gemeinschaftsbesteuerung in der Verfassung.

Für viele Kantone ist diese Weichenstellung sinnvoll, da sie die Individualbesteuerung ablehnen. Die Individualbesteuerung erfordere eine komplizierte neue Gesetzgebung, um die geltenden Grundsätze der Verfassung zu respektieren. Eine reine Individualbesteuerung würde unbestrittenermassen gegen das Rechtsgleichheitsgebot und den Grundsatz der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit verstossen. Die notwendigen Korrektur-

massnahmen würden jedoch zu keinen besseren Ergebnissen und nicht zu günstigeren Belastungsrelationen führen. Wegen der Zunahme der Verfügungen und dem zusätzlichen Abklärungs- und Abstimmungsbedarf sei von einem 30–50 %-igen administrativen Mehraufwand respektive entsprechendem Stellenausbau der Steuerbehörden auszugehen. Damit stehe eine Individualbesteuerung in grundsätzlichem Widerspruch zum allgemeinen Anliegen nach einem einfachen und schnellen Veranlagungsverfahren.

Die Gemeinschaftsbesteuerung habe sich hingegen bewährt. Sämtliche Kantone seien mit diesem Besteuerungsmodell in der Lage, die Belastungsrelationen unter den steuerpflichtigen Personen, also auch zwischen Ehepaaren und Konkubinatspaaren, in den Griff zu bekommen.

Die von der Initiative angestrebte verfassungsrechtliche Verankerung der Gemeinschaftsbesteuerung von Ehepaaren sei zu begrüßen, weil sich damit die Chancen erhöhen, dass auch bei der direkten Bundessteuer endlich eine Lösung gefunden werde, um die immer noch bestehende Überbesteuerung von Ehepaaren endlich zu beseitigen. Es sei ohnehin schwer nachvollziehbar, weshalb der Bund die Problematik der steuerlichen Behandlung von Ehepaaren und Konkubinatspaaren immer noch nicht gelöst habe. Der Handlungsspielraum für den Bundesgesetzgeber, auf welche Weise eine Gleichstellung zu erreichen sei, bleibe weiterhin sehr weit. Einzig die Individualbesteuerung wäre nicht mehr möglich. Der Bund solle sich bei der Lösung an den bestehenden kantonalen Entlastungsmethoden orientieren.

Für TG ist die Beseitigung der Heiratsstrafe bei der direkten Bundessteuer unter Implementierung des Splittingverfahrens und einer allfälligen Neugestaltung der Tarifstruktur anzugehen. Die massiven Steuerausfälle wären für die Kantone nicht zu verkraften.

Auch für die FDK ist ein für die Kantone kostspieliger Wechsel zur Individualbesteuerung nicht nötig. Nachdem das Parlament sich wiederholt nicht auf eine Variantenwahl einigen konnte, sei der gordische Knoten nun mit einer Variantenentscheidung von Volk und Ständen zu durchschlagen. Dies werde mit der Initiative erreicht.

Parteien

Die BDP, die EVP und die SVP sind mit dem Wortlaut der Initiative einverstanden.

Die BDP lehnt einen Wechsel zur Individualbesteuerung ab, weil dieser beträchtliche Mindereinnahmen bei der direkten Bundessteuer von mehr als 2 Mia. Franken nach sich ziehen würde. Zudem liesse sich ein solcher Wechsel nur gesamtschweizerisch und auf den gleichen Zeitpunkt bewerkstelligen. Eine unterschiedliche Regelung auf Stufe Bund und Kantone wäre veranlagungstechnisch nicht zu bewältigen und würde auch hinsichtlich der interkantonalen Steuerausscheidung zu Problemen führen. Die BDP wolle daher am geltenden Gemeinschaftsbesteuerungssystem festhalten, die Berechnung der Steuerbelastung solle sich dabei aber an die Besteuerung von Konkubinatspaaren anlehnen.

Nach Ansicht der EVP erlaubt die Verankerung der Gemeinschaftsbesteuerung die Übereinstimmung zwischen der Verfassung und dem geltenden Recht. Damit werde die Möglichkeit der Einführung der Individualbesteuerung verhindert, die zu ungleicher Behandlung von Ein- und Zweiverdienerehepaaren führe. Bei den Modellen der Gemeinschaftsbesteuerung würde die EVP das Familiensplitting bevorzugen.

Ablehnung

Kantone

12 Kantone (AR, BE, BS, FR, GL, GR, JU, LU, NE, NW, TI, ZH) sind mit der Verankerung der Gemeinschaftsbesteuerung in der Bundesverfassung nicht einverstanden.

Viele Kantone sind der Ansicht, dass in der Verfassung der Spielraum für die Ausgestaltung einer dem Grundsatz der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit entsprechenden Regelung möglichst uneingeschränkt gehalten werden sollte. Mit dem Verzicht, die Ehe in steuerlicher Hinsicht als Wirtschaftsgemeinschaft zu bestimmen, würden alle Optionen für eine Neuregelung der Ehepaarbesteuerung - somit auch ein Wechsel zur Individualbesteuerung - erhalten bleiben. Die formelle Hürde für einen Wechsel zur Individualbesteuerung sollte nicht erhöht werden. Zumal es nach wie vor umstritten sei, nach welchem Modell die Ehegatten besteuert werden sollen. Auch das jüngste Vernehmlassungsverfahren im Jahr 2012 zu den Vorschlägen des Bundesrates für eine ausgewogene Paar- und Familienbesteuerung habe zu keinen eindeutigen Ergebnissen geführt. Gerade vor diesem Hintergrund wäre es fragwürdig, wenn die Individualbesteuerung der Ehegatten ausgeschlossen würde. Auch wenn viele Kantone den Wechsel zur Individualbesteuerung aus Gründen der Verwaltungsökonomie ablehnen, erscheine die Einschränkung auf Verfassungsstufe weder zielführend noch sinnvoll.

Parteien

Die FDP, die GPS und die SPS lehnen die Verankerung der Gemeinschaftsbesteuerung in der Bundesverfassung ab.

Aus der Sicht der FDP ist die Individualbesteuerung langfristig die einzige Lösung, welche die Heiratsstrafe abschafft, der gesellschaftlichen Realität Rechnung trägt und den Arbeitseintritt des Zweitverdieners fördert. Eine Individualbesteuerung könnte den verschiedenen Lebensformen steuerlich besser gerecht werden als die Gemeinschaftsbesteuerung.

Die GPS lehnt es ab, die Individualbesteuerung de jure auszuschliessen. Dieses Modell sei hinsichtlich der Gleichstellung von Mann und Frau das beste Modell und ermutige die Frauen, eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen. Zudem erlaube es ihnen, ihre eigene Sozialversicherung zu errichten (beispielsweise 2. Säule). Die GPS würde daher seit langem die Individualbesteuerung befürworten.

Nach Ansicht der SPS ist der verfassungsrechtliche Eingriff keineswegs notwendig für die Beseitigung der tatsächlich bestehenden fiskalischen Ungleichbehandlung von Ehepaaren und Konkubinatspaaren. Die SPS ist überzeugt, dass eine wirklich faire Besteuerung nach den verfassungsmässigen Grundsätzen am einfachsten mittels eines Systemwechsels zu einer Individualbesteuerung erreicht werden könne. Der Nationalrat habe denn auch den Bundesrat 2014 mit einem Postulat aufgefordert, konkrete Modelle der Individualbesteuerung zu erarbeiten sowie konkrete Folgenabschätzungen in volkswirtschaftlicher und fiskalpolitischer Hinsicht vorzunehmen.

Organisationen

Sämtliche Organisationen, die an der Konsultation teilgenommen haben, sprechen sich gegen die Verankerung der Gemeinschaftsbesteuerung in der Bundesverfassung aus.

Pink Cross, LOS, NETWORK und WyberNet sind der Ansicht, dass mit der verfassungsrechtlichen Definition der Ehe als Wirtschaftsgemeinschaft zwingend und faktisch unabänderlich eine gemeinsame Steuerveranlagung von Ehepaaren vorgesehen würde. Damit würde ein Systemwechsel hin zur Individualbesteuerung oder zu anderen zivilstandsneutralen

Besteuerungsmodellen definitiv verunmöglicht. Die Individualbesteuerung auf Dauer zu verunmöglichen, sei zudem ebenfalls eine Verletzung der Einheit der Materie.

Gemäss Fels und Regenbogenfamilien ist die Verankerung des Grundsatzes der gemeinschaftlichen Besteuerung für Ehepaare in der Verfassung unnötig und einschränkend. Die Möglichkeit, die Individualbesteuerung durch eine einfache Gesetzesänderung einzuführen, würde damit verunmöglicht.

Nach Ansicht von TGNS ist es nicht die Aufgabe der Bundesverfassung, die steuerlichen Einheiten von Lebensgemeinschaften zu definieren. Künftige Anpassungen des bestehenden Steuersystems würden somit massiv erschwert. Mit der Initiative werde somit versucht, die Individualbesteuerung zu verunmöglichen.

4.3 Befürworten Sie einen direkten Gegenentwurf zur Volksinitiative "Für Ehe und Familie – gegen die Heiratsstrafe"? Wenn ja, welchen Wortlaut der neuen Verfassungsbestimmung würden Sie bevorzugen?

Résumé

Quatorze cantons approuvent un contre-projet direct. Huit d'entre eux soutiennent la proposition de la majorité et six d'entre eux la proposition de la minorité 1. Les cantons qui se sont exprimés en faveur de la proposition de la majorité la soutiennent en particulier car elle reprend matériellement la demande de l'initiative populaire qui prévoit d'éliminer l'inégalité de traitement entre les couples mariés et les couples non mariés, mais qui n'exclut pas une imposition individuelle des couples mariés. La proposition de la minorité 1 est approuvée essentiellement car elle mentionne explicitement d'autres modes de vie réglés par la loi. Le PLR et le PSS sont favorables à la proposition de la majorité, les Verts à la proposition de la minorité 2. Toutes les organisations soutiennent la proposition de la minorité 1. Pour ces dernières, il est important de garantir avec un texte clair et sans équivoque que l'interdiction de discrimination s'applique également aux partenariats enregistrés.

Onze cantons et la CDF s'opposent à un contre-projet direct. Ils rejettent les variantes proposées pour ce contre-projet notamment car, en retenant ces propositions, contrairement à l'initiative, il ne serait possible d'inscrire dans la Constitution ni une définition du mariage ni l'imposition commune des couples mariés. Ce faisant, le nouvel art. 14, al. 2, de la Constitution fédérale ne se réduirait qu'à une formulation vide. Le PBD, le PEV et l'UDC soutiennent l'initiative populaire du PDC et rejettent aussi expressément les contre-propositions soumises.

Zustimmung

Kantone

14 Kantone (AR, BE, BS, FR, GL, JU, LU, NE, NW, OW, SO, TI, ZG, ZH) stimmen einem direkten Gegenentwurf zu. Davon unterstützen 8 Kantone (AR, FR, GL, LU, NW, OW, SO, ZH) den Antrag der Mehrheit und 6 Kantone (BE, BS, JU, NE, TI, ZG) den Antrag der Minorität 1.

Die Kantone, welche sich für den Antrag der Mehrheit aussprechen, unterstützen diesen insbesondere deshalb, weil er materiell das Anliegen der Volksinitiative aufnehme, die Ungleichbehandlung von verheirateten und unverheirateten Paaren namentlich bei den Steuern zu beseitigen, aber eine Individualbesteuerung von Ehepaaren nicht ausschliesse. Damit

werde verhindert, dass künftigen gesellschaftlichen Entwicklungen nicht angemessen Rechnung getragen werden könne. Die beiden Anträge der Minderheit werden abgelehnt, weil diese über das Anliegen der Volksinitiative hinausgehen: Der Antrag der Minderheit 1 umfasse nebst der Ehe auch andere gesetzlich geregelte Lebensgemeinschaften (damit insbesondere auch die eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare). Der Antrag der Minderheit 2 schliesse grundsätzlich alle Lebensgemeinschaften ein und sei damit begrifflich offen und unbestimmt. Bei beiden Minderheitsanträgen bestünde die Gefahr, dass sie im Verhältnis zwischen Ehepaaren und eingetragenen gleichgeschlechtlichen Paaren zu neuen rechtlichen Unsicherheiten führen würden.

Die Kantone, welche sich für den Antrag der Minderheit 1 aussprechen, unterstützen diesen insbesondere, weil bei diesem Vorschlag auch andere gesetzlich geregelte Lebensgemeinschaften erwähnt werden. Damit werde sichergestellt, dass der Gesetzgeber andere Formen des Zusammenlebens, insbesondere auch die eingetragene Partnerschaften gleichgeschlechtlicher Paare, gleich wie die Ehe behandle. Der Antrag der Mehrheit wird abgelehnt, weil dieser nur ein Diskriminierungsverbot für verheiratete Paare vorsehe. Minderheitsantrag 2 sei juristisch zu unbestimmt und dürfte zu Praxis- und Auslegungsproblemen führen. Insbesondere würden hinsichtlich der steuerlichen Vorteile auch die Konkubinatspaare erfasst, was die ursprünglichen Anliegen der Volksinitiative in nicht sachgerechter Weise durchbrechen würde.

SO schliesslich befürwortet einen direkten Gegenentwurf vor allem dann, wenn dieser vorsieht, dass Ehepaare in steuerlicher Hinsicht eine Wirtschaftsgemeinschaft bilden. Wenn aber allein die unterbreiteten Gegenentwürfe zur Diskussion stehen, käme nur der Antrag der Kommissionsmehrheit in Frage.

Parteien

Die FDP unterstützt den Antrag der Mehrheit, da es mit dessen Wortlaut der Gesellschaft überlassen werde, die Ehe zu definieren, ohne jedoch eine völlige Gleichstellung zu anderen Lebensgemeinschaften zu erzwingen. Mit der Volksinitiative werde hingegen eine Ungerechtigkeit durch eine neue Ungerechtigkeit ersetzt. Der direkte Gegenentwurf gemäss Kommissionsmehrheit würde zu einer Abschaffung der Heiratsstrafe führen und den Weg zu einer Familienpolitik für alle unterstützen.

Auch die SPS spricht sich für den Antrag der Mehrheit aus, da sich dieser darauf beschränke, die steuerliche Mehrbelastung von Ehepaaren zu beseitigen. Auf jegliche weitere politische Anliegen sei im Rahmen des Gegenentwurfs zu verzichten, da sonst das Kernanliegen unverhofft in den Hintergrund geraten und somit gefährdet werden könnte. Die SPS unterstütze seit Jahren die Öffnung der Ehe auch für gleichgeschlechtliche Partner wie auch eine Ausweitung der Adoptionsmöglichkeiten für eingetragene Partnerschaften. Die Diskussion über diese gesellschaftlichen Öffnungsschritte solle aber nicht im Schatten einer steuerpolitischen Debatte erfolgen.

Die GPS bevorzugt hingegen Minderheitsantrag 2, obwohl sie grundsätzlich alle drei Formulierungen unterstützt. Der Minderheitsantrag 2 verankere das Diskriminierungsverbot für alle Lebensgemeinschaften. Diese Formulierung sei somit umfassend und erlaube es am besten, den gesellschaftlichen Entwicklungen Rechnung zu tragen, da sie Ehepaare, registrierte Paare, Konkubinatspaare und Patchworkfamilien einschliesse.

Organisationen

Sämtliche Organisationen begrüssen ausdrücklich einen direkten Gegenentwurf und sprechen sich für den Antrag der Minderheit 1 aus.

Für die Organisationen ist es sehr wichtig, dass mit einem klaren und unmissverständlichen Wortlaut sichergestellt wird, dass das Diskriminierungsverbot auch auf eingetragene Partnerschaften Anwendung findet. Es bestehe keine Garantie für die Gleichbehandlung von hetero- und homosexuellen Paaren, wenn in der Verfassungsbestimmung explizit nur die Ehe erwähnt werde. Die Beschränkung des Wortlauts auf die Ehe, wie der Antrag der Mehrheit dies vorsieht, würde im Gegenteil Tür und Tor öffnen, um eingetragene Paare in Zukunft auch in diesem Bereich zu diskriminieren. Wenn eingetragene Partnerschaften ohnehin wie die Ehe gleich behandelt werden sollen, wie dies der Bundesrat versichere und auch die Initianten nicht bestreiten würden, gäbe es keinen Grund, dies in der Verfassungsbestimmung nicht auch explizit so zu formulieren.

Pink Cross und LOS hegen auch gewisse Sympathien für den Antrag der Minderheit 2. Die vollumfängliche Umsetzung dieses Vorschlages dürfte aber mit gewissen Schwierigkeiten verbunden sein. Sollte der Antrag der Minderheit 1 nicht mehrheitsfähig sein, so kommt für NETWORK als zweitbeste Version die Variante der Kommissionsmehrheit in Frage. Diese sei dem in der Initiative vorgeschlagenen Text immer noch bei weitem vorzuziehen.

Ablehnung

Kantone

11 Kantone (AG, AI, BL, GR, SG, SH, SZ, TG, UR, VD, VS) sowie die FDK lehnen einen direkten Gegenentwurf ab.

Die Kantone AG, AI, SG und SH würden einen direkten Gegenvorschlag nur dann unterstützen, wenn der Wortlaut der Volksinitiative mit folgendem Text ergänzt würde: "Durch Gesetz können andere Formen des gemeinschaftlichen Zusammenlebens der Ehe gleichgestellt werden".

Die Kantone lehnen die vorgeschlagenen Varianten für einen direkten Gegenentwurf insbesondere deshalb ab, weil mit diesen im Unterschied zur Initiative weder eine Ehedefinition noch die Gemeinschaftsbesteuerung von Ehepaaren in der Verfassung verankert würden. Dadurch würde aber der neue Artikel 14 Absatz 2 der Bundesverfassung zur blossen Floskel: Zum einen sei bereits in Artikel 8 Absatz 2 der Bundesverfassung ein allgemeines Diskriminierungsverbot enthalten, das ausdrücklich auch die „soziale Stellung“ und die jeweilige „Lebensform“ erfasse. Andererseits verlange Artikel 127 Absatz 2 der Bundesverfassung die Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit, welche die steuerliche Benachteiligung von Ehepaaren gegenüber Konkubinatspaaren unterbinde. Aufgrund dieser beiden Verfassungsbestimmungen erweise es sich als überflüssig, in einem neuen Artikel nochmals ein Diskriminierungsverbot festzuschreiben.

Falls sich das Parlament doch für einen der unterbreiteten Anträge für einen direkten Gegenvorschlag entscheiden würde, käme für die Kantone BL und TG höchstens der Antrag der Mehrheit in Betracht. Der Kanton SZ würde hingegen den Antrag der Minderheit 1 bevorzugen, da dieser andere rechtlich anerkannte Lebensgemeinschaften berücksichtige. Minderheitsantrag 2 sei hingegen zu allgemein formuliert und kaum mit dem Titel von Artikel 14 der Bundesverfassung („Recht auf Ehe und Familie“) vereinbar.

Gemäss GR ist die Verfassungsmässigkeit der Initiative zu prüfen und diese wegen des Verstosses gegen die Einheit der Materie für ungültig zu erklären. GR lehnt aber auch eine einseitige Forderung nach einer Nichtdiskriminierung der Ehepaare bzw. einzelner Lebens-

formen ab, weil diese zu einer Diskriminierung anderer Lebensformen führen würde. Sowohl die Initiative als auch die Gegenvorschläge würden eher eine Verschlechterung der verfassungsrechtlichen Rahmenbedingungen für eine sachgerechte Lösung der Problematik bewirken.

FDK weist daraufhin, dass der Gegenentwurf gegenüber der heutigen Situation überhaupt nichts Neues bringe. Die vorgesehene Fassung sei somit eine reine Leerformel. Die FDK hat sich zudem wiederholt grossmehrheitlich für die gemeinsame Veranlagung ausgesprochen. Offen bleiben könne, ob die Besteuerung über einen Doppeltarif, ein Splittingmodell oder einen Familienquotienten erfolgen soll. Mit solchen, in den Kantonen seit Jahren praktizierten Lösungen könnten auch Hindernisse zur Aktivierung des inländischen Arbeitspotenzials wirksam beseitigt werden. Ein für die Kantone kostspieliger Wechsel zur Individualbesteuerung sei zu diesem Zweck ist nicht nötig. Nachdem das Parlament sich wiederholt nicht auf eine Variantenwahl einigen konnte, sei der gordische Knoten nun mit einem Variantenentscheid von Volk und Ständen zu durchschlagen. Dies werde mit der Initiative erreicht.

Parteien

Die BDP lehnt die unterbreiteten Vorschläge für einen direkten Gegenentwurf zur Volksinitiative „Für Ehe und Familie – gegen die Heiratsstrafe“ ab.

Die EVP unterstützt ebenfalls die Volksinitiative «Für Ehe und Familie – gegen die Heiratsstrafe» sowohl hinsichtlich des Inhalts wie auch der Formulierung und lehnt sämtliche Gegenvorschläge ab.

Auch die SVP spricht sich für die Volksinitiative aus und lehnt den Antrag der Kommissionmehrheit sowie die Anträge der Minderheiten 1 und 2 ab. Der Schwächung der traditionellen Ehe durch eine steuerliche Ungleichbehandlung gegenüber den Konkubinatspaaren müsse nach dreissig Jahren Diskussion endlich ein Ende gesetzt werden.

4.4 Résumé sous forme de tableau

Les tableaux suivants résumant les prises de positions des participants *ayant été invités à prendre position*.

Question 1 : La définition du mariage comme étant l'union d'un homme et d'une femme doit-elle être explicitement inscrite dans la Constitution ?

Réponse positive	- AI, AG, BL, SH, SG, UR, VS - CDF - PBD, PEV, UDC
Réponse négative	- AR, BE, BS, FR, GL, JU, LU, NE, NW, OW, SO, SZ, TI, VD, ZG, ZH - PLR, les Verts, PSS - Pink Cross, LOS

Question 2 : Convient-il d'inscrire dans la Constitution que le mariage constitue une communauté économique du point de vue fiscal ?

Réponse positive	- AG, AI, BL, OW, SH, SO, SG, SZ, TG, UR, VD, VS, ZG - CDF - PBD, PEV, UDC
Réponse négative	- AR, BE, BS, FR, GL, GR, JU, LU, NE, NW, TI, ZH - PLR, les Verts, PSS - Pink Cross, LOS

Question 3 : Êtes-vous favorable à la présentation d'un contre-projet direct à l'initiative populaire « Pour le couple et la famille – non à la pénalisation du mariage » ? Si oui, quelle teneur de la nouvelle disposition constitutionnelle privilégiez-vous ?

Aucun contre-projet	- AG, AI, BL, GR, SG, SH, SZ, TG, UR, VD, VS - CDF - PBD, PEV, UDC
Proposition de la majorité	- AR, FR, GL, LU, NW, OW, SO, ZH - PLR, PSS
Proposition de la minorité 1	- BE, BS, JU, NE, TI, ZG - Pink Cross, LOS
Proposition de la minorité 2	- les Verts

Übrige Bemerkungen

Kantone

Vor dem Hintergrund aller zurzeit laufenden Grossprojekte (unter anderem die Unternehmenssteuerreform III) ist nach Ansicht von AG eine Umsetzung des Anliegens gemäss den bisherigen Rahmenbedingungen (Eliminierung der Heiratsstrafe ohne zusätzliche Belastung von anderen Kategorien von Steuerpflichtigen) kaum möglich. Es müssten daher entweder andere Rahmenbedingungen gesetzt oder eine weitere zeitliche Verzögerung in Kauf genommen werden.

BE weist darauf hin, dass bei der Wahl des Besteuerungsmodells die Steuerausfälle möglichst gering gehalten werden sollten. Bei der Gegenfinanzierung sei eine Verschiebung der Steuerlast von den direkten Steuern zur Mehrwertsteuer zu vermeiden. Falls der Normalsatz der Mehrwertsteuer erhöht werde, seien die Kantone am Ertrag zu beteiligen, um die Ausfälle bei der Beteiligung am Ertrag aus der direkten Bundessteuer zu kompensieren. Auch gemäss JU muss der Bund bei der Abschaffung der Heiratsstrafe den finanziellen Auswirkungen auf die Kantone Rechnung tragen. Diese Auswirkungen sowie die administrativen Auswirkungen würden stark von der Wahl des Modells abhängen. Die alternative Steuerberechnung würde beispielsweise den administrativen Aufwand drastisch erhöhen. JU spricht sich daher für ein Teilsplitting aus. Die bis anhin unterbreiteten Finanzierungsvorschläge überzeugen TG nicht. Sie seien in sozialverträglicher und volkswirtschaftlicher Hinsicht bedenklich, da sie vor allem tiefe und mittlere Einkommen am stärksten treffen und eine Inflationstendenz begünstigen würden. Zudem seien die Kantone an den Finanzierungsvorschlägen finanziell nicht beteiligt, weshalb eine Umlage erforderlich wäre. Die politische Stossrichtung in der Familienbesteuerungspolitik lasse einiges an Nachhaltigkeit und strategischer Voraussicht zu wünschen übrig.

Für LU ist es nicht nachvollziehbar, dass die Nichtdiskriminierung nur bezüglich den Steuern und Sozialversicherungen und nicht auch in andern Rechtsbereichen (z. B. Erbrecht, Verfahrensrecht etc.) angestrebt werden soll. Auf steuer- und sozialversicherungsrechtliche Aspekte beschränkte Vergleiche würden zu Wahrnehmungsverzerrungen führen.

Für VS kommen als taugliches Modell nur das Splitting, ein Steuerrabatt oder Tarifierpassungen in Frage. VS ist insbesondere mit der Aussage nicht einverstanden, dass die Individualbesteuerung zu Wachstumseffekten führen würde. Die Einkommenserzielung des zweitverdienenden Partners hänge vielmehr vom Teilzeitangebot und von der Vereinbarkeit von Beruf und Familie ab als von Grenzsteuersätzen oder Belastungskorrelationen. Vorwiegend die strukturschwachen Kantone könnten die Steuerausfälle bei einer Individualbesteuerung wohl kaum mit Wachstumseffekten kompensieren.

Parteien

Die BDP unterstützt die Initiative, weil sie nicht nur die traditionelle Ehe, sondern auch die modernen Lebensformen vor dem Gesetz gleich behandle. Gleichzeitig könnten der Mittelstand und junge Familien mit der Abschaffung der Heiratsstrafe steuerlich entlastet werden. Darüber hinaus fordert die BDP auch zivilstandsunabhängige Renten. Denn auch hier gelte es Ungerechtigkeiten im Bereich der AHV, den Sozialversicherungen und dem BVG zu bereinigen.

Die EVP bedauert es, dass bei einem solch wichtigen Geschäft der Adressatenkreis der Vernehmlassungsteilnehmer nicht viel weiter gefasst wurde wie beispielsweise bei anderen Vernehmlassungen. Insbesondere hätten neben den angeschriebenen Organisationen auch weitere Organisationen eingeladen werden müssen, wie beispielsweise Pro Familia, die Eidgenössische Koordinationskommission für Familienfragen sowie religiöse Vereinigungen.

Für die SPS ist es ein Anliegen, Abweichungen von der verfassungsmässig garantierten Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit zu korrigieren und somit Steuergerechtigkeit für alle Steuerzahlenden sicherzustellen. Dort wo auf Bundesebene – im Gegensatz zu den meisten Kantonen – noch eine steuerliche Mehrbelastung von Ehepaaren gegenüber Konkubinatspaaren bestehe, müsse diese beseitigt werden. Aus Sicht der SPS ist es aber zentral, dass eine solche Revision weder zu neuen fiskalischen Ungerechtigkeiten noch zu einem gesellschaftspolitischen Rückschritt führt.

Anhang

Verzeichnis der Konsultationsadressaten

Annexe I

Liste der Adressaten und der nicht angeschriebenen Teilnehmer Liste des destinataires et participants non inscrits Elenco dei destinatari e partecipanti non iscritti

1. Kantone / Cantons / Cantoni	
Adressaten / Destinataires / Destinatari	Abk. / Abrév. / Abbrev.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	ZH
Staatskanzlei des Kantons Bern	BE
Staatskanzlei des Kantons Luzern	LU
Standeskanzlei des Kantons Uri	UR
Staatskanzlei des Kantons Schwyz	SZ
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	OW
Staatskanzlei des Kantons Nidwalden	NW
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	GL
Staatskanzlei des Kantons Zug	ZG
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	FR
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	SO
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	BS
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	BL
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	SH
Kantonskanzlei des Kantons Appenzell Ausserrhoden	AR
Ratskanzlei des Kantons Appenzell Innerrhoden	AI
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	SG
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	GR
Staatskanzlei des Kantons Aargau	AG
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	TG
Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino	TI
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	VD
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	VS
Chancellerie d'Etat du Canton de Neuchâtel	NE
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	GE
Chancellerie d'Etat du Canton du Jura	JU
Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren	FDK
Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances	CDF

2. Politische Parteien / Partis politiques / Partiti politici	
Adressaten / Destinataires / Destinatari	Abk. / Abrév. / Abbrev.
Bürgerlich-Demokratische Partei BDP	BDP
Parti bourgeois-démocratique PBD	PBD
Partito borghese democratico PBD	PBD
Christlichdemokratische Volkspartei CVP	CVP
Parti démocrate-chrétien PDC	PDC
Partito popolare democratico PPD	PPD
Christlich-soziale Partei Obwalden csp-ow	csp-ow

Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis	CSPO
Evangelische Volkspartei der Schweiz EVP Parti évangélique suisse PEV Partito evangelico svizzero PEV	EVP PEV PEV
FDP. Die Liberalen PLR. Les Libéraux-Radicaux PLR.I Liberali Radicali	FDP PLR PLR
Grüne Partei der Schweiz GPS Parti écologiste suisse PES Partito ecologista svizzero PES	Grüne Les Verts I Verdi
Grünliberale Partei glp Parti vert'libéral pvl	glp pvl
Lega dei Ticinesi (Lega)	Lega
Mouvement Citoyens Romand (MCR)	MCR
Schweizerische Volkspartei SVP Union Démocratique du Centre UDC Unione Democratica di Centro UDC	SVP UDC UDC
Sozialdemokratische Partei der Schweiz SPS Parti socialiste suisse PSS Partito socialista svizzero PSS	SPS PSS PSS

3. Organisationen / Organisations / Organizzazioni

Adressaten / Destinataires / Destinatari **Abk. / Abrév. / Abbrev.**

Pink Cross, Schweizerische Schwulenorganisation	Pink Cross
LOS, Lesbenorganisation Schweiz	LOS

4. Weitere / Autres / Altri

**Nicht angeschriebene Teilnehmer /
Participants non inscrits / Partecipanti non iscritti** **Abk. / Abrév. / Abbrev.**

Dachverband Regenbogenfamilie	
Freundinnen, Freunde und Eltern von Lesben und Schwulen	Fels
Transgender Network Switzerland	TGNS
Netzwerk für engagierte lesbische Berufsfrauen	WyberNet
Schweizerische Vereinigung von schwulen Führungskräften	NETWORK

Annexe II

Consultation relative au contre-projet direct Questionnaire

1.	La définition du mariage comme étant l'union d'un homme et d'une femme doit-elle être explicitement inscrite dans la Constitution ? Cela enlèverait au législateur la possibilité de rendre l'institution du mariage accessible aux couples de même sexe par une simple modification de loi.
Réponse	
2.	Convient-il d'inscrire dans la Constitution que le mariage constitue une communauté économique du point de vue fiscal ? Cela reviendrait à prescrire qu'il faut prévoir une imposition commune des conjoints. Le passage à l'imposition individuelle serait alors exclu sans un nouveau changement de la Constitution.
Réponse	
3.	Êtes-vous favorable à la présentation d'un contre-projet direct à l'initiative populaire « Pour le couple et la famille – non à la pénalisation du mariage » ? Si oui, quelle teneur de la nouvelle disposition constitutionnelle privilégiez-vous ? a) la teneur de la proposition de la majorité b) la teneur de la proposition de la minorité 1 c) la teneur de la proposition de la minorité 2
Réponse	